

La lettre des député-e-s du Front de gauche

N°15 - Octobre 2014

**Communistes,
Républicains,
Citoyens**

© Assemblée nationale

L'éditorial d'André Chassaigne
Président du groupe GDR (Gauche démocrate et républicaine) et porte-parole des député-e-s du Front de Gauche

Signe d'une crise sans précédent dans la majorité, le premier ministre s'est vu contraint de demander pour la deuxième fois en six mois, la confiance des députés.

Sa déclaration de politique générale sonnait comme une déclaration de défiance à l'endroit du peuple, nous ne lui avons pas accordé notre confiance. Le discours en trompe-l'œil du premier ministre a réitéré le cap libéral de sa politique : austérité, sacrifices pour les familles et multiplication des cadeaux au Medef.

Le chantage au couperet de la dissolution lui a certes permis d'obtenir la confiance, mais avec une majorité relative.

Le chef du gouvernement refuse de prendre en compte l'inquiétude qui s'exprime dans tout le pays. L'enjeu pour les forces de gauche qui refusent le cap libéral du gouvernement est de permettre que cette colère trouve une issue de progrès.

Il existe, en effet, une alternative aux recettes qui donnent depuis des années les mêmes résultats économiques, sociaux et politiques.

Aussi, de nouveaux dialogues s'amorcent-ils au sein de la gauche rétive à l'austérité et aux oukases patronaux.

La rentrée parlementaire fut aussi marquée par l'entrée en guerre de la France. Face aux barbaries des « djihadistes » et peu avant l'exécution atroce de l'otage français en Algérie, l'appel à « l'unité nationale » lancé par l'exécutif n'a pourtant pas eu l'effet escompté par l'Elysée et Matignon. Au cours d'un débat sans vote, des critiques se sont exprimées, des ambiguïtés ont été mises en lumière, des éclaircissements ont été demandés.

Le premier ministre est resté évasif sur la nécessité d'une résolution de l'ONU.

Tout comme il a simplement évoqué, sans les endosser, des solutions « politiques » et « diplomatiques » en réponse à nos interrogations.

L'histoire retiendra que le Parlement aura été privé du droit de se prononcer sur l'engagement de la France dans une nouvelle guerre. Pourtant, le monde vit des heures graves et périlleuses, tout particulièrement aux portes de l'Europe.



André Chassaigne,
Député du Puy-de-Dôme

Une déclaration de défiance à l'endroit du peuple

Le chef du gouvernement a feint de regagner une légitimité en obtenant la confiance de seulement 269 députés (contre 244), soit vingt voix de moins que la majorité absolue des sièges de l'Assemblée.

Les députés du Front de gauche, consternés par le maintien d'un cap économique déjà totalement en échec, n'ont pas accordé leur confiance au gouvernement.

LE 16 SEPTEMBRE

La première responsabilité d'un gouvernement est de conduire la politique choisie démocratiquement et en conscience par le peuple.

Pourtant, monsieur le Premier ministre, en écoutant votre déclaration de politique générale, je n'ai pas trouvé les orientations politiques qui ont conduit en 2012 à la victoire, victoire obtenue grâce au soutien populaire à la gauche dans sa diversité.

Du reste, vous fermez la porte à tout dialogue et à toute discussion sur le contenu de la politique que vous entendez mener.

Vous refusez par avance tout débat sur les choix qui sont les vôtres en matière économique et sociale, comme vous refusez de consulter le peuple sur le bouleversement de notre architecture territoriale.

Il en va de même pour les choix faits sur la scène diplomatique, qui engagent pourtant la crédibilité internationale de la France.

Je ne reviendrai pas sur l'épisode désastreux de Gaza et l'abandon du peuple palestinien, mais notez combien il est absurde que notre représentation nationale soit obligée de quémander un débat alors que la France s'apprête à rejoindre une coalition, sous l'égide de l'OTAN, pour intervenir contre l'État islamique dans une région dévastée par les interventions à répétition. Je le dis avec force, nous n'avons aucune complaisance pour les fanatiques, qui commettent tant de crimes contre l'humanité, mais,

une fois encore, le Parlement ne sera consulté qu'après coup alors que le choix d'intervenir sans mandat de l'ONU est un signal funeste pour notre diplomatie, qui ne sait plus faire entendre la voix originale de la France,...une diplomatie qui, désormais, tourne le dos à la voie diplomatique.

Nous mesurons combien il est urgent que notre pays se dote d'une nouvelle Constitution pour que voie enfin le jour une VIe République parlementaire, sociale et participative.

À l'heure même où le peuple attend, plus que jamais, que nous le représentions pour résoudre les graves difficultés du pays, vous nous dites qu'il n'y a pas d'alternative, que la voie sans issue dans laquelle vous êtes engagés est la seule voie possible.

Pourtant, nos concitoyens font le constat que les majorités qui se succèdent appliquent aveuglément les mêmes recettes depuis des années sans que la situation ne s'améliore, sans que les inégalités reculent.

Aussi, le vote que nous allons émettre tout à l'heure engage non pas seulement votre responsabilité, mais aussi la nôtre. Il engage notre responsabilité d'élus du peuple, déterminés à défendre les intérêts de nos concitoyens.

Vous avez fait le choix de rompre unilatéralement et sans appel le contrat qu'avait signé François Hollande avec les Français en 2012.



**André Chassaigne
Puy-de-Dôme**

En gouvernant à contresens des engagements pris, monsieur le Premier ministre, vous précipitez la crise morale et politique que nous traversons et, en affirmant qu'il n'y a pas d'alternative, en justifiant vos choix libéraux par des impératifs techniques, en masquant l'enjeu d'une offre politique de gauche, vous faites obstacle au débat de fond sur les choix de société.

La vérité, c'est que vous êtes résigné et tétanisé face à la puissante vague néolibérale et réactionnaire.

La vérité, c'est que vous vous proclamez progressiste et moderne alors que vous avez déserté le combat des idées et des valeurs pour vous laisser guider par une maladie certes ancienne, le réalisme gestionnaire, un prétendu réalisme, devrais-je dire, puisqu'il se traduit en réalité par une aggravation permanente des difficultés qu'il prétend combattre.

Pour notre part, nous refusons que l'obsession des équilibres financiers tienne lieu de cap et de vision politique, comme si notre destin commun, le destin de notre peuple, son bonheur, ne s'appréciaient qu'à l'aune de la seule rentabilité financière des entreprises du CAC 40 et des milliards d'euros de baisse des dépenses publiques.

Vous l'avez d'ailleurs dit, la fracture est de plus en plus nette entre le peuple et les élites, politique, financière, médiatique, bureaucratique, intellectuelle. Elle se nourrit de l'accroissement sans précédent des injustices et des inégalités économiques et sociales. Ce terreau de l'inégalité et de l'injustice crée lui-même les divisions et les antagonismes dans une société sous tension identitaire et incertaine de ses valeurs communes.

Non seulement votre politique est injuste mais elle masque aussi la vérité.

À l'heure où l'on rappelle à juste titre le devoir d'exemplarité des élus, faut-il souligner que le premier de nos devoirs d'exemplarité est le devoir de vérité ? Pourquoi cacher qu'il existe une alternative à gauche à la politique d'accélération des réformes libérales que vous nous proposez de soutenir et d'accompagner, à la servilité volontaire à l'égard de la Commission européenne et du gouvernement allemand, au suivisme de notre diplomatie sur les positions de l'OTAN et des États-Unis ?

C'est en le reconnaissant que la France se grandira. Pourquoi cacher qu'il existe une alternative à la complaisance dont vous faites preuve à l'égard du MEDEF, au discours qui prétend faire des chômeurs des coupables, à la politique d'austérité, au pacte de responsabilité, au CICE ?

Oui, monsieur le Premier ministre, il existe bien une alternative aux recettes qui donnent depuis des années

les mêmes résultats économiques, sociaux et politiques. Une partie grandissante de la majorité dans cette assemblée est d'ailleurs disponible pour accompagner une telle politique.

Nous croyons à la possibilité de bâtir

une autre Europe que celle imposée par les techno-libéraux, qui confond allègrement le bonheur des peuples avec celui des banques et autres firmes internationales.

Nous portons l'exigence que soit enfin donnée une impulsion politique en faveur d'une Europe sociale et l'élaboration d'un véritable traité social européen, porteur de valeurs et de normes protectrices de nos travailleurs, socle d'une Europe solidaire libérée de la tutelle des marchés financiers, des dogmes du libéralisme et de l'austérité budgétaire.

« Pourquoi cacher qu'il existe une alternative à la complaisance dont vous faites preuve à l'égard du MEDEF, au discours qui prétend faire des chômeurs des coupables, à la politique d'austérité, au pacte de responsabilité, au CICE ? »

Comment accepter que le projet européen soit d'aller plus loin encore dans l'idéologie du libre-échange et la doctrine de la concurrence libre et non faussée en soutenant le processus de négociation du Traité transatlantique, hors de tout contrôle démocratique et au mépris de la souveraineté des peuples ?

Ce traité, dicté, rappelons-le, par les seuls intérêts des firmes internationales et des grands opérateurs économiques, ne vise qu'à la conquête des marchés, la mise en concurrence des salariés et le nivellement par le bas des normes sociales, sanitaires et environnementales. L'objectif est, là encore, contraire à notre modèle social, à notre mode de développement et aux valeurs de la gauche.

Nous continuons à exiger la suspension immédiate des négociations transatlantiques, inacceptables sur la forme comme sur le fond. Or rien ne nous porte à croire que votre gouvernement rejettera ce traité. Pis, si l'on en croit les modifications apportées par les députés de votre majorité à notre proposition de résolution de mai dernier, nous sommes, hélas, en mesure de penser qu'il tient pour acquis qu'il s'agira d'un bon texte.

Mes chers collègues, nous avons la conviction que l'avenir de la gauche dans notre pays passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'un authentique pacte de solidarité, à la hauteur des attentes et des aspirations de nos concitoyens. Pour cela, la gauche doit s'engager dans une dynamique de rassemblement, parce qu'il n'est pas trop tard pour remettre l'emploi, le progrès social, la reconversion écologique au cœur des réflexions et des propositions de la gauche.

Monsieur le Premier ministre, vous adoptez une attitude de repli et de conservatisme idéologique. Or ce n'est pas par la baisse des dépenses publiques et la poursuite fiévreuse de la compétitivité que l'Europe et notre pays pourront sortir de la crise.

Il faut faire le choix de l'investissement public, du relèvement des salaires, de l'innovation et de la promotion de l'emploi qualifié. Malheureusement, la feuille de route que vous venez de tracer n'offre aucune perspective en ce sens.

Pourtant, depuis 2012, un bilan objectif de la politique conduite aurait dû vous servir de lanterne. Vous prétendiez réduire les déficits, ils se sont aggravés. Vous prétendiez inverser la courbe du chômage, des milliers de nos concitoyens perdent chaque jour leur emploi. Vous prétendiez faire reculer la pauvreté, les pauvres sont aujourd'hui de plus en plus pauvres et les travailleurs pauvres ne font plus figure d'exception dans le monde du travail.

Vous prétendiez vous poser en protecteur des plus fragiles, vous annoncez un simple petit coup de pouce pour les petites retraites, une simple prime en lieu et place d'une revalorisation pourtant promise.

Vous proclamez souvent, monsieur le Premier ministre, votre amour pour l'entreprise, mais, si l'on aime vraiment les entreprises, la première des preuves d'amour n'est-elle pas de les empêcher de fermer ?

Je ne suis pas de ceux qui vous blâment d'avoir répondu à l'invitation du MEDEF. Le premier responsable de l'action du Gouvernement se doit de répondre à l'invitation de tous ceux qui ont une responsabilité dans la marche du pays, mais l'on ne peut y aller, comme vous l'avez fait, pour caresser la main de ceux qui portent une si lourde responsabilité dans l'échec du redressement économique.

Ce qu'il fallait dire aux représentants des grandes entreprises, c'est que la gauche n'accepte plus de voir les richesses produites par les salariés être dilapidées dans les dividendes stériles versés aux actionnaires.

Ce qu'il fallait leur dire, c'est que la hausse de 30 % des dividendes en un trimestre, 40,7 milliards de dollars, est un hold-up insoutenable pour le pays, auquel il faut mettre un terme.

« Si l'on aime vraiment les entreprises, la première des preuves d'amour n'est-elle pas de les empêcher de fermer ? »

Ce qu'il fallait leur dire, c'est que la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, qu'ils ne cessent d'entretenir et d'aggraver par leurs montages financiers, leurs filialisations et les délocalisations, allait devenir la priorité de l'action politique de la gauche, pour rapatrier, de gré ou de force, les 80 milliards d'euros volés chaque année au budget de l'État.

Ce qu'il fallait leur dire, c'est que le coût exorbitant du capital, les près de 300 milliards d'euros versés chaque année aux actionnaires et aux banques en intérêts, est le principal boulet de la compétitivité française, le cancer de la raison économique, qui doit être combattu.

Ce qu'il fallait leur dire, c'est que leur boulimie financière est un crime contre la société française, contre sa jeunesse, contre ses forces vives.

Vous n'auriez sans doute pas gagné les applaudissements de l'assemblée patronale, mais vous auriez démontré, courageusement, que l'économie française n'a pas vocation à être la variable d'ajustement des puissances financières. Disant cela, vous auriez été un fidèle artisan de la responsabilité politique et du respect de la parole du Bourget.

Avec les 40 milliards d'euros de nouvelles subventions publiques en direction des entreprises, le patronat n'est pourtant pas à plaindre, mais cela n'empêche pas le MEDEF de multiplier ses revendications, et hier encore.

Espérons qu'au-delà des mots de votre déclaration d'aujourd'hui, vous ne le suivrez pas dans ses nouvelles provocations. Il reste que vous vous engagez à le satisfaire sur bon nombre de points : le travail du dimanche, la baisse des cotisations sociales, le relèvement des seuils sociaux, et j'en passe sans aucun doute.

Monsieur le Premier ministre, la question centrale n'est pas aujourd'hui une prétendue insuffisance de la capacité d'offre ou encore le coût du travail. Le problème, c'est que les carnets de commandes de nos entreprises, nos PME, nos petites entreprises et nos artisans sont vides. Dans ce contexte, votre politique, qui conduit à la stagnation des salaires et à la réduction des dépenses publiques, alimente la récession.

Comme nous l'avions souligné dès son élaboration, le pacte budgétaire est le péché originel de François Hollande. Ce traité s'avère, comme nous le craignons, mortifère pour les pays de la zone euro, condamnés à se livrer une guerre économique sans merci plutôt que de coopérer. Or, la France devrait aujourd'hui constituer un large front en Europe pour promouvoir une nouvelle stratégie fondée sur des investissements massifs en faveur de la transition écologique, une lutte résolue contre l'évasion et l'optimisation fiscales, des mesures fortes pour réorienter l'activité bancaire et réduire la domination de la finance sur l'économie réelle, et une volonté farouche de redonner du souffle aux services publics et aux collectivités locales. Telle n'est pas la voie que vous avez choisie.

En veilleur des valeurs de la gauche, Jean Jaurès alertait sur les risques de dérive. Il le disait avec des mots forts : « Les hommes pratiques [...] sont ceux qui emploient quelques mots humanitaires pour amorcer les suffrages du peuple et qui, sous ces mots, ne mettent aucun sentiment ardent, aucune idée précise qui puisse inquiéter les privilégiés. »

En cette année d'hommage à sa pensée et à son action, un gouvernement qui se dit de gauche se doit d'y être attentif et de s'inspirer de son esprit de justice et de solidarité.

Pour les députés du Front de gauche, cette déclaration de politique générale sonne comme une déclaration de défiance à l'endroit du peuple. C'est pourquoi nous ne vous accorderons pas notre confiance.

La France n'a pas à faire le service après-vente des États-Unis !

Lors du débat tardif et sans vote qui a eu lieu à l'Assemblée nationale, les questionnements sur la stratégie française en Irak se sont exprimés plus largement que prévu. Le premier ministre a redit l'objectif d'affaiblissement de Daesh (« Etat islamique ») mais n'a pas répondu à ceux qui ont, dans leurs divergences d'approche, questionné la stratégie militaire, mis en doute l'existence d'« un plan pour le jour d'après » ou souligné l'absence de vision politique. L'appel du premier ministre à « l'unité nationale » n'a pas convaincu.

LE 24 SEPTEMBRE

Je voudrais tout d'abord exprimer la solidarité des députés du Front de gauche envers les otages français Hervé Gourdel et Serge Lazarevic – qui vivent des heures terribles aux mains de fanatiques sans foi ni loi – ainsi qu'envers leur famille.

Daech, cette créature monstrueuse qui sévit aujourd'hui de la Syrie à l'Irak, n'est pas un phénomène spontané. Daech a une histoire dont les racines sont ancrées dans la situation de chaos provoquée par l'intervention américaine de 2003.

Depuis la guerre en Afghanistan, les foyers du terrorisme se sont multipliés. Daech est le fruit de la politique occidentale néocolonialiste dans cette région.

Ruse de l'histoire, les tenants de l'actuelle intervention militaire contre Daech sont les principaux responsables de sa montée en puissance.

Déjà une décennie s'est écoulée depuis l'opération « Liberté pour l'Irak », nom

cynique de l'invasion anglo-américaine justifiée par le mensonge d'État sur les supposées armes de destruction massive.

Et pourtant, le peuple irakien n'a cessé de payer le prix de cette folle idée de refaçonner le Moyen-Orient en imposant la pax americana par la force.

Le bilan de cette croisade moderne est dramatique. Plus de 250 000 civils irakiens ont péri, qui s'ajoutent au million d'enfants morts à cause de l'embargo, sans parler des millions de réfugiés et, notamment, du dé-

part de plus de plus des trois cinquièmes des chrétiens irakiens présents sur cette terre depuis deux millénaires.

La division de facto de l'Irak n'est pas uniquement liée à l'avancée des djihadistes. Les États-Unis ont soutenu l'émergence d'un système politique et institutionnel calqué sur ces fractures, avec l'exacerbation de la fitna entre sunnites et chiïtes, la montée des tensions entre Arabes et Kurdes.

Le choix américain d'installer au pouvoir un Premier ministre irakien, M. El Maliki, partisan

« Ruse de l'histoire, les tenants de l'actuelle intervention militaire contre Daech sont les principaux responsables de sa montée en puissance. »



François Asensi
Seine-Saint-Denis

de la marginalisation des sunnites, fut une décision désastreuse.

En 1991, le secrétaire d'État américain promettait de ramener l'Irak à l'âge de pierre. Dix ans d'embargo, une deuxième guerre suivie de l'occupation américaine, ont fini de démanteler l'État irakien.

L'hypothèse de la balkanisation de l'Irak n'a cessé de se renforcer, à croire qu'il s'agissait de l'un des objectifs de l'intervention américaine pour mieux contrôler les immenses ressources pétrolières de ce pays.

Cette guerre justifiée par la « guerre globale contre le terrorisme » a finalement fait naître un nouveau foyer de terrorisme international.

Al Qaeda, « création américaine », selon les propres mots d'Hillary Clinton, est aujourd'hui supplantée par les forces armées de Daech. Ces assassins qui n'ont rien à voir avec l'islam, qu'ils instrumentalisent, disposent d'une puissance de feu et de moyens financiers supérieurs. Jamais Al Qaeda, même en Afghanistan sous le règne des talibans, à la fin des années 1990, n'avait contrôlé pareil territoire.

Face aux avancées des forces djihadistes, le silence et l'inaction ne peuvent être de mise. La responsabilité de la communauté internationale est de protéger les civils et de conforter les États.

Oui, il faut venir en aide au peuple irakien sous le joug du fanatisme ! Oui, il faut apporter une aide militaire à ceux qui résistent aux djihadistes ainsi qu'un soutien politique, humanitaire, économique, mais pas n'importe comment et certainement pas sous un commandement américain et sous tutelle de l'OTAN.

La lutte indispensable contre la barbarie des djihadistes aurait dû réunir l'ensemble de la communauté internationale, sous l'égide de l'ONU. Si le mandat de l'ONU n'était pas impératif, l'Irak usant de son droit à la légitime défense, il eût été préférable.

J'en veux pour preuve l'adoption, au mois d'août dernier, par l'ensemble des membres du Conseil de sécurité, de la résolution 2170 contre le pouvoir djihadiste. En s'attaquant au nerf de la guerre, à savoir le financement des mouvements djihadistes, cette résolution a marqué une avancée importante.

Au lieu de cela, la France se retrouve en première ligne, isolée aux côtés des États-Unis alors que la Grande-Bretagne tergiverse et que nombre de pays membres de la coalition internationale traînent des pieds, quand ils ne jouent pas un double jeu.

En 2003, la France a refusé à juste titre de mettre ses pas dans ceux des faucons américains. L'Histoire nous a donné raison. Quel sens y a-t-il aujourd'hui à s'engager dans une coalition menée par les responsables de ce chaos ? Non, la France n'a pas à faire le service après-vente des États-Unis ! Elle doit retrouver sa voix et, comme dans les pages fortes de son histoire, soutenir la liberté des peuples.

Or, une dérive atlantiste ne cesse de s'affirmer dans la conduite de notre diplomatie. Le président Hollande poursuit la politique internationale du pré-

« La lutte indispensable contre la barbarie des djihadistes aurait dû réunir l'ensemble de la communauté internationale, sous l'égide de l'ONU. »

sident Sarkozy.

La prééminence accordée par la France à l'OTAN affaiblit chaque jour un peu plus l'ONU et le multilatéralisme. Sans vision propre pour la paix au Moyen-Orient, la diplomatie française prend le contre-pied de la doctrine gaulliste, garante de notre indépendance nationale, et qui faisait consensus dans le pays.

Je ne donnerai que deux exemples.

Cet été, le Gouvernement français a abandonné le peuple palestinien sous les bombes alors que, pour la stabilité et la paix dans la région, nous devrions sans plus tarder reconnaître enfin l'État palestinien.

Depuis deux ans, le peuple kurde résiste courageusement aux assauts djihadistes et appelle à l'aide. Sous la pression de la Turquie, qui réprime les revendications nationales de ce peuple, notre diplomatie lui a tourné le dos pendant des mois avant de revenir à la raison.

Il est temps également de s'interroger sur le jeu ambigu de certains de nos supposés alliés. Nous pensons, en particulier, aux monarchies saoudienne et qatarie qui sont impliquées dans le financement direct ou indirect des différents groupes djihadistes, ceux-là même qui ont assassiné les deux journalistes américains et le journaliste britannique.

Monsieur le Premier ministre, comment comprendre que la France conserve des liens privilégiés avec ces personnages princiers qui attisent le chaos au Moyen-Orient et entretiennent des relations féodales avec leurs peuples ? La vente de quelques Rafales et de quelques palaces parisiens suffit-elle à réduire au silence notre diplomatie ?

Et que dire du double jeu de la Turquie, pourtant membre de l'OTAN, qui a abrité sur son territoire les bases arrière des djihadistes et par laquelle transitent aujourd'hui les filières internationales de combattants ? Outre le cadre insatisfaisant de l'actuelle intervention, beaucoup de questions restent sans réponse.

Quels sont les objectifs réels de l'intervention ? Est-elle la réponse la plus efficace et combien de temps durera-t-elle ? Que se passera-t-il « le jour d'après » – nous savons ce qu'il en fut pour la Libye ? Comment assécher les sources de financement des groupes djihadistes et impliquer l'ensemble de la communauté internationale ? Comment enrayer la partition de l'Irak et mettre fin aux conflits identitaires, véritable terreau du terrorisme ? Après cette énième intervention en Irak, ne risquons-nous pas de renforcer le prétendu État islamique en lui donnant la reconaissance qu'il attend ? Ne nourrissons-nous pas le cercle vicieux de la haine et de la frustration qui animent les combattants de Daech, ces assassins qui n'ont rien à voir avec l'islam, qu'ils instrumentalisent ?

De la désastreuse intervention en Libye au borbier afghan, en passant par le fiasco irakien, les interventions occidentales ont fait l'étalage de leur inefficacité, en délitant plus encore des États fragiles et en armant nos ennemis de demain. Monsieur le Premier ministre, vous comprendrez, dans ces conditions, les réserves qui conduisent les députés Front de gauche à la plus grande prudence.

Nous avons soutenu l'intervention au Mali, car le combat contre le terrorisme ne supporte pas l'inaction ; mais nous sommes aujourd'hui troublés par les conditions de cette intervention, et nous exprimons de fortes réserves sur la stratégie pour le moins vague de la coalition. Comment pourrions-nous approuver l'engagement militaire de la France dans une coalition sous bannière américaine à laquelle manquent des acteurs régionaux et onusiens essentiels ?

La réponse au défi lancé par Daech ne saurait se résumer à la seule solution militaire. Notre responsabilité est de travailler à des solutions politiques et diplomatiques durables pour isoler la bête immonde. Les députés du Front de gauche souhaitent des initiatives audacieuses de la diplomatie française pour poursuivre la mobilisation contre le terrorisme amorcée dans le cadre onusien par la résolution 2170. Cela passe également par la reconstruction de l'État irakien, que la France doit appuyer. C'est l'avenir de l'Irak comme État-nation qui est en jeu, dans le respect de ses composantes chiite, sunnite, kurde, chrétienne et yazidie. Cela passe, enfin, évidemment, par la lutte sans faiblesse contre ceux qui, groupes ou États, financent les djihadistes et font le terreau de leurs violences. Voilà quels sont, pour les députés du Front de gauche, les meilleurs moyens d'aider le peuple irakien sur le long terme, bien au-delà du seul volet militaire.

Questions au Gouvernement

Chaque semaine, les député-e-s interrogent les ministres sur leur politique. Voici deux de nos interpellations au Gouvernement de Manuel Valls. Retrouvez toutes nos questions sur le site des député-e-s du Front de gauche.

09/07 : Pouvoir d'achat

Monsieur le Premier ministre, le Président de la République a déclaré à l'ouverture de la conférence sociale : « Le dialogue social ne peut être une surenchère perpétuelle. » À qui s'adressait cette remontrance ? Au MEDEF, cela me paraît évident ! Celui-ci va toucher l'Euro Millions en baisses de cotisations sociales, sans ciblage et sans aucune garantie pour l'emploi et les salaires. Pardon, il y a l'observatoire des rémunérations. Et il en redemande. Pourquoi se gêner ? Le patronat tousse et le Gouvernement fournit le sirop, avec le pacte de responsabilité. Il menace de boycotter et on lui cède sur la pénibilité, au nom de la compétitivité et de l'emploi.

Mais cela fait des années que ces politiques de déresponsabilisation sociale des entreprises s'appliquent, et le résultat est toujours le même : toujours plus de chômage, de précarité et de baisse du pouvoir d'achat. Le salaire réel a baissé de 1,4 % depuis 2012, la consommation des ménages a reculé de 0,5 %. Cela veut dire des difficultés supplémentaires dans la vie quotidienne des familles, cela veut dire une croissance en berne faute de consommation.

La « rémunération équitable » était à l'ordre du jour de la conférence, mais cet objectif passe par une juste répartition des richesses créées par le travail, vers les salaires et non vers les dividendes. Et là-dessus, quasiment rien.

Monsieur le Premier ministre, quatre syndicats, la CGT, FO, SUD et la FSU, se sont retirés de la conférence sociale. Leur décision n'est pas une péripétie sans conséquence. Elle témoigne du mécontentement provoqué par votre politique et les attaques contre les grévistes.

Vous avez fixé hier, monsieur le Premier ministre, une feuille de route, mais allez-vous enfin entendre l'exigence d'une véritable négociation sur les salaires et la lutte contre la précarité, pour donner à notre pays une base solide de relance et de croissance ?



Marie-George Buffet
Seine-Saint-Denis

10/09 : Partage des richesses

Monsieur le président, chers collègues, cette question s'adresse à monsieur le Premier ministre. Monsieur le Premier ministre, les Français souffrent. Ils souffrent de conditions de vie toujours plus dures, sans que leur soit offerte la perspective d'un horizon meilleur.

La réalité quotidienne de millions d'entre eux, c'est le chômage, le manque de logement, la reconversion pour des artisans ou des commerçants qui ne peuvent plus poursuivre leur activité, et des dirigeants de PME qui voient fondre leur carnet de commandes. Toutes les formes de précarité se développent : sociale, professionnelle, énergétique, sanitaire...

Les seules réponses qu'ils entendent sont, au mieux, source de culpabilisation, quand on les rend responsables de la dette et du coût du travail, quand on les soupçonne, aussi, de ne pas chercher un emploi, ou quand ils font grève pour défendre leur outil de travail.

Les Français souffrent de l'entêtement dans des choix libéraux – austérité, soumission à l'Europe, réduction de la dépense publique et cadeaux aux grands groupes financés par les populations, même les plus fragiles et aux dépens des collectivités territoriales, qui n'ont même plus les moyens d'agir comme correctrices des inégalités.

Pendant ce temps, les entreprises du CAC 40 engrangent 48 milliards d'euros de bénéfices. Veolia, par exemple, annonce 151 millions d'euros de dividendes en six mois. Ce faisant, le même groupe dit qu'il faut couler la SNCM et les 4 000 emplois qu'elle génère à Marseille et en Corse, au profit de sociétés low cost qui ne respectent ni le droit social, ni la sécurité, ni l'environnement.

La France est un pays riche. C'est la cinquième puissance économique mondiale. Elle occupe le troisième rang mondial pour la productivité. Ce dont elle souffre, c'est du fait que jamais la richesse n'a été autant accaparée par quelques-uns.

Monsieur le Premier ministre, forcez le verrou ! Imposez, je vous prie – c'est de votre responsabilité et vous en avez les moyens – que la richesse soit mieux répartie dans notre pays pour créer les conditions d'un avenir meilleur, pas seulement pour le gouvernement - là n'est pas le plus important - mais pour les Français et pour la France.

À quelques jours de la présentation de la loi de finances, comment comptez-vous agir en ce sens ?



Gaby Charroux
Bouches-du-Rhône

ADAPTATION DE LA SOCIÉTÉ AU VIEILLISSEMENT : LES MOYENS NE SONT PAS À LA HAUTEUR DES ENJEUX

Revalorisation de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), volonté de prévenir la perte d'autonomie, reconnaissance dans la loi des « aidants » avec notamment le droit au répit, amélioration des droits des immigrés retraités... Autant de mesures qui constituent de petites « avancées » pour les députés Front de gauche qui ont voté pour ce texte qui demeure cependant très modeste, avec à peine 654 millions d'euros de financement prévu.

Durant les débats, nous avons souligné les manques de ce texte et tenté de le faire évoluer. La question du « reste à charge » des familles qui doivent payer une partie des frais d'hébergement de leurs parents, qui n'ont pas les moyens de le faire, est l'une de nos préoccupations majeures.

Ce texte doit être amélioré en deuxième lecture pour permettre à tous – y compris les plus modestes – de vieillir dans de bonnes conditions.

Retrouvez l'intégralité de l'intervention de Jacqueline Fraysse sur groupe-communiste.assemblee-nationale.fr

ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE : UNE TRANSPOSITION PAR VOIE D'ORDONNANCES

À l'image de l'ensemble des mesures de régulation du secteur financier élaborées depuis 2010 mais dont l'impact s'est révélé finalement limité, ce projet de loi transpose en droit français une série de directives européennes porteuses de réformes diverses telles que l'union bancaire ou une transparence accrue des sociétés pétrolières et minières.

Ce texte présente cependant bien des lacunes et ne s'attaque pas aux conflits d'intérêts susceptibles d'apparaître au sein des banques entre activités spéculatives et financement de l'économie. Une réforme durable du système financier nécessite en effet une séparation effective des banques commerciales et des banques de marché.

Les députés du Front de gauche réclament une vraie taxation sur les transactions financières qui limiterait les activités spéculatives nuisibles à l'économie réelle et permettrait de financer les services et l'investissement publics, la transition écologique ou encore les grandes urgences internationales.

Ce texte constitue par ailleurs une occasion manquée de lutter contre l'évasion fiscale de secteurs particulièrement opaques, dont les activités ne bénéficient pas pleinement aux populations des pays en développement riches en ressources naturelles.

Au regard d'un recours contestable et excessif à la procédure des ordonnances, le groupe des députés Front de gauche s'est donc abstenu mais reste néanmoins attentif à créer les conditions de l'amélioration de ce texte de loi.

Retrouvez l'intégralité de l'intervention de Nicolas Sansu sur groupe-communiste.assemblee-nationale.fr

ACCORD AVEC LES ÉTATS-UNIS SUR LE RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES (LOI FATCA) : UNE AVANCÉE RÉELLE DANS LA LUTTE CONTRE L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES

Dix mois après la signature de l'accord entre la France et les États-Unis, ce texte instaure un système d'échange automatique d'information entre les administrations fiscales française et américaine.

À l'origine, la loi FATCA, Foreign account tax compliance act, votée en 2010 par le Congrès américain, impose à toutes les banques étrangères l'obligation de transmettre aux États-Unis des informations sur les comptes des citoyens américains, quelle qu'en soit la localisation. En cas de non-respect de cette obligation, une retenue à la source de 30 % est appliquée aux revenus financiers versés depuis les États-Unis vers les comptes tenus par l'établissement.

Cet accord a recueilli l'assentiment des députés Front de gauche car il marque une avancée réelle dans la voie de la transparence et de la lutte contre l'évasion fiscale.

La loi FATCA, qui n'est entrée en vigueur que cette année, représente un point d'appui, un premier pas qui en appelle d'autres. L'OCDE a ainsi profité de cette loi pour proposer depuis lors une norme d'échange mondial unique d'informations fiscales.

Retrouvez l'intégralité de l'intervention de Nicolas Sansu sur groupe-communiste.assemblee-nationale.fr

Vos député-e-s



André Chassaigne
Puy-de-Dôme



François Asensi
Seine-Saint-Denis



Alain Bocquet
Nord



Marie-George Buffet
Seine-Saint-Denis



Jean-Jacques Candelier
Nord



Patrice Carvalho
Oise



Gaby Charroux
Bouches-du-Rhône



Marc Dolez
Nord



Jacqueline Fraysse
Hauts-de-Seine



Nicolas Sansu
Cher

Le site des député-e-s

LE SITE DES DÉPUTÉ-E-S DU FRONT DE GAUCHE
COMMUNISTES, RÉPUBLICAINS, CITOYENS

Accueil Vos député-e-s Interventions Initiatives Expressions Actualités

Prostitution Programmation militaire PLSS 2014

Ph heures supplémentaires (Niche Groupe UDI)
par André Chassaigne [Affaires sociales](#) [Discussions générales](#)

Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, la question du sens et de la valeur du travail est centrale dans notre société. Elle l'est encore davantage en période de chômage de masse, de généralisation de la précarité et d'augmentation de ce qui est dénommé « appauvrissement » de la pauvreté laborieuse. Cette question ne saurait être réduite à des slogans aussi simplistes que populistes, comme le fit le Président Sarkozy, autoproclamé « Président du pouvoir d'achat ». Il nous faut dénoncer ce système qui pousse à faire croire aux travailleurs qu'ils sont seuls responsables de leurs conditions de vie et d'emploi et qu'il ne tient qu'à eux de travailler davantage. Il est temps de tourner le page du « travailler plus pour gagner plus », de tourner la page de l'opposition entre les méritants et ceux qui ne le seraient pas. Lire la suite.

Lettre des député-e-s

Cliquez ici pour feuilleter la lettre.

Réunis les 25 et 26 octobre à Aubry (Morbihan) à l'occasion de leurs « Journées parlementaires », les députés européens, les députés et sénateurs communistes.

Recherche

Vos député-e-s

Réseaux sociaux

[facebook.com/
LesDeputesduFrontdeGauche](https://facebook.com/LesDeputesduFrontdeGauche)

twitter.com/deputesFdG

Lettre d'information éditée par la composante des député-e-s communistes, républicains et citoyens de l'Assemblée nationale
126, rue de l'Université
75355 Paris Cedex 07 SP
tél. 01 40 63 60 83
fax. 01 40 63 55 21
contact.gdr@assemblee-nationale.fr